



MOBILISATION INTERSYNDICALE LE 17 AVRIL 2023 SAUVONS L'HOPITAL PUBLIC



Pour défendre notre hôpital, L'intersyndicale FO/CGT du CH SUD GIRONDE appelle à la mobilisation de toutes et tous, Professionnels, Usagers, Elus, le lundi 17 AVRIL, jour de la venue annoncée du ministre de la santé au CH SUD GIRONDE.

Des fermetures ponctuelles du service **des urgences** plusieurs fois cette semaine, ont privé les usagers d'une prise en charge rapide et efficace. Le SMUR également impacté, a dû transférer les patients vers d'autres structures.

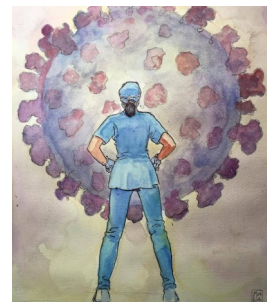
La raison c'est l'application de la **loi RIST**, imposant de manière brutale et sans graduation, le plafonnement des salaires des médecins intérimaires, pour le secteur public et non privé, depuis le 3 avril, et qui a entraîné la défection en chaîne des médecins intérimaires.

Malgré l'investissement à la limite du réglementaire des médecins hospitaliers, d'autres services sont menacés à court et moyen terme, par manque aussi de praticiens, comme le **BLOC** et la **Maternité**.

Ces spécialités médicales à hauts risques sont exercées dans des services, en tension de recrutement d'équipes soignantes. Le recours à l'intérim médical représente 20 à 25% dans notre établissement.

En clair, il ne faut pas que la loi **RIST**, soit **l'arbre qui cache la forêt, celle de la casse du service public** sur notre territoire, qui priverait ses 200 000 habitants d'une égalité d'accès et de permanence aux soins.

Il est important de rappeler le rôle majeur joué par l'Hôpital SUD GIRONDE pendant la pandémie (service médecine COVID, HAD, dépistage, centre de vaccination...), avec un personnel médical et paramédical exemplaire qui a toujours été présent face aux vagues successives de la COVID.



Alors comment en sommes-nous arrivés là ?

Par les différentes politiques de santé qui ont démantelé depuis des années l'hôpital Public à coup de baisse de numéros clausus, de T2A, de budgets drastiques, de salaires non attractifs, et qui continuent comme avec le rapport du professeur VILLE, qui préconise la fermeture des maternités, comme la nôtre, faisant moins de 1000 accouchements/an

Face à ces algorithmes de rentabilité, nous disons STOP :

STOP

- ⇒ A la casse des services
- ⇒ Aux déserts médicaux

Nous disons OUI

- ⇒ A une revalorisation des salaires
- ⇒ Pour des moyens financiers à la hauteur de nos missions de service public
- ⇒ Pour un hôpital de proximité



RDV à 10H devant l'entrée principale de l'hôpital

L'intersyndicale demandera à être reçue en délégation auprès du ministre